

Lettre n°09

Suivi au 1^{er} février 2022

La relance en Auvergne-Rhône-Alpes : indicateurs économiques et sociaux

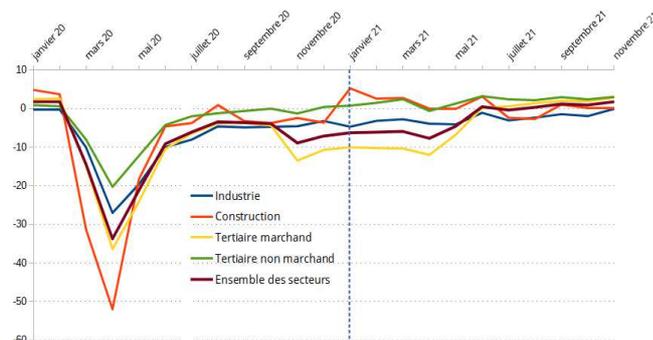
DONNÉES ENTREPRISES

Estimé à partir des informations déclarées dans la déclaration sociale nominative (DSN), le volume d'heures rémunérées par les entreprises donne un aperçu du niveau d'activité dans la région.

Selon cet indicateur, en novembre 2021 l'activité reprend de la vigueur et se trouve largement au-dessus du niveau d'il y a deux ans (+ 1,8 % après + 0,9 % en octobre, révisé à la hausse). L'industrie retrouve quasiment le niveau d'avant-crise (- 0,1 % après - 2,0 %) tandis que les services marchands le dépassent largement (+ 2,8 %).

En novembre 2021, tous les secteurs approchent ou dépassent le niveau d'avant-crise

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur



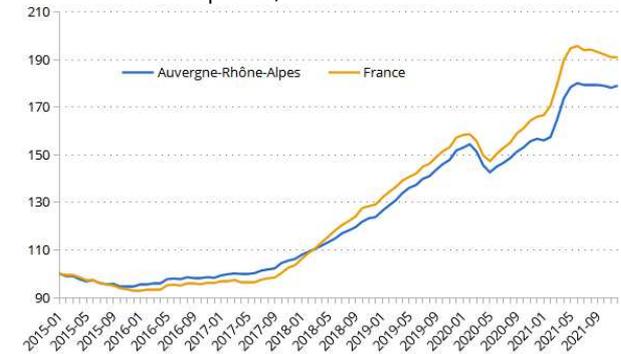
Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé.

Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles au 18 janvier 2022

En décembre, le nombre de créations d'entreprises repasse au-dessus de la barre des 10 000, pour atteindre un bilan annuel 2021 historiquement élevé (118 300 créations, contre 103 500 en 2020 et 100 300 en 2019).

Créations d'entreprises : un bilan 2021 historiquement élevé

Créations d'entreprises, cumul sur douze mois

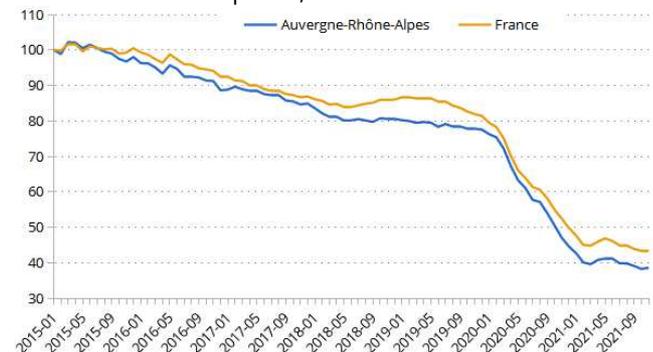


Source : Insee, données brutes mensuelles consultées au 18 janvier 2022 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015 - cumul 12 mois)

Les défaillances d'entreprises se stabilisent à environ 2 950 dépôts de bilan sur douze mois. Le nombre de défaillances reste historiquement bas depuis plusieurs mois, que ce soit en France ou en région.

Les défaillances toujours à un niveau inédit

Défaillances d'entreprises, cumul sur douze mois



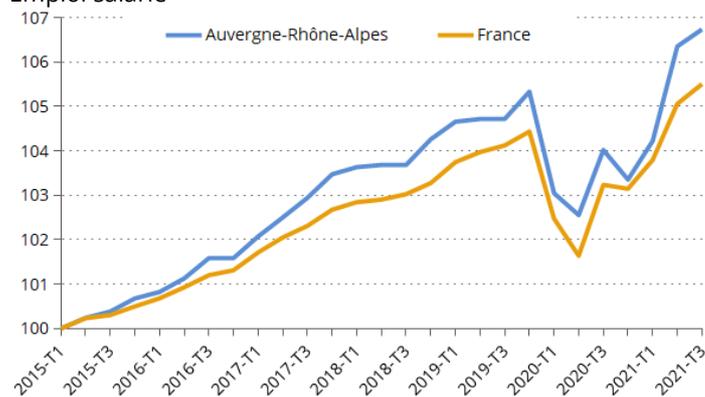
Source : Fiben, Banque de France, données brutes mensuelles consultées au 1^{er} février 2022 (base 100 au 1^{er} janvier 2015 - cumul 12 mois)

EMPLOI SALARIÉ

Au troisième trimestre 2021, Auvergne-Rhône-Alpes compte plus de 3,1 millions de salariés, soit 60 000 de plus que deux ans auparavant. Sur trois mois, la croissance régionale est de 0,4 %, en ralentissement après + 2,0 % au début de l'été. Le niveau d'avant-crise de fin 2019 est nettement dépassé (+ 1,3 %), plus largement qu'au niveau national (+ 1,0 %).

La reprise de l'emploi continue sur sa lancée

Emploi salarié



Note : la crise sanitaire fait apparaître une rupture de saisonnalité à partir du 1^{er} trimestre 2020. Les évolutions trimestrielles à partir de ce point sont à interpréter avec précaution.

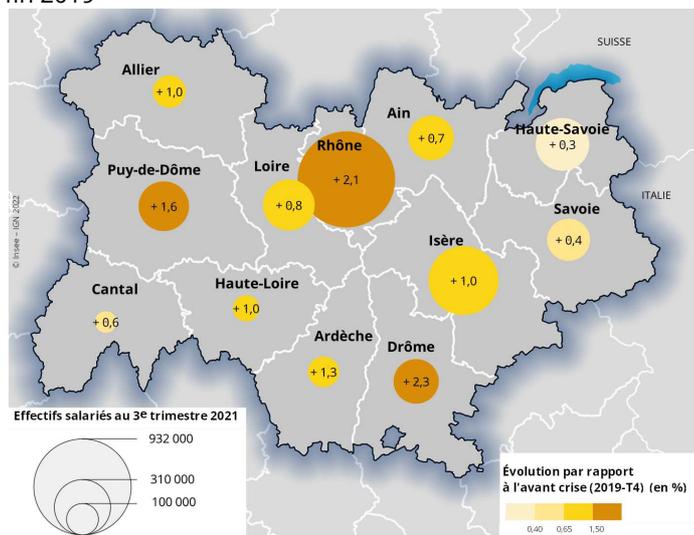
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin décembre 2021 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015).

Tous les départements de la région ont retrouvé ou dépassé le niveau d'avant-crise. Cependant, les départe-

ments savoyards, avec d'importantes activités touristiques en berne sur une longue période, ne se redressent que de 0,4 % pour la Savoie et de 0,3 % pour la Haute-Savoie. L'Ain, le Cantal ainsi que la Loire affichent une reprise autour de + 0,7 %, alors que les autres départements dépassent + 1 %.

Emploi : les départements comblent le creux de la crise

Emploi salarié au 3^e trimestre 2021 et évolution par rapport à fin 2019



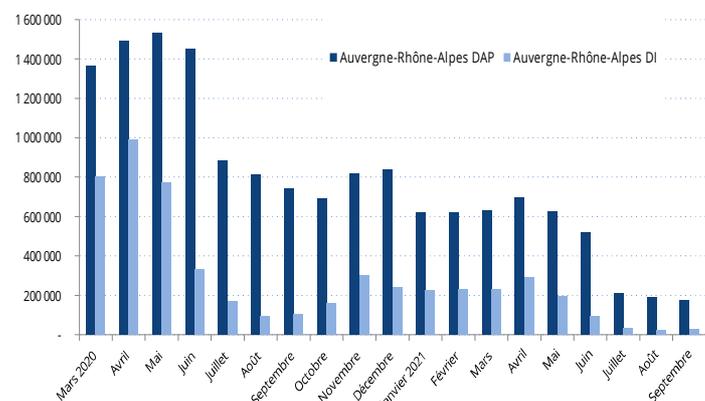
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin décembre 2021 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015).

MARCHÉ DU TRAVAIL

Les demandes d'indemnisation pour activité partielle chutent de nouveau en octobre 2021 avec 21 300 indemnités. Les demandes d'autorisation préalable suivent une évolution tout autant orientée à la baisse.

Les demandes d'indemnisation et d'activité partielle en forte baisse en octobre

Activité partielle – demandes d'autorisation préalable (DAP) et demandes d'indemnisation (DI)

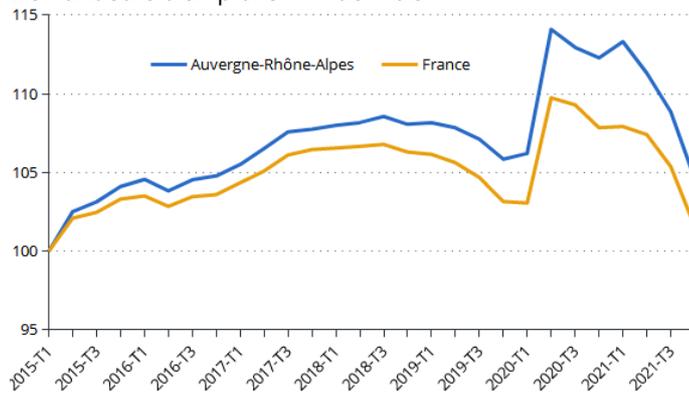


Source : ASP-DGEFP, SI Activité Partielle – Données provisoires, Traitements DREETS ARA – Chiffres arrêtés au 8 novembre 2021

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi s'affermie en fin d'année pour atteindre 623 900 personnes en fin d'année 2021 (- 3,9 % sur le trimestre). Le volume de demandeurs d'emploi est désormais inférieur à l'avant-crise, en retrait de 1,2 % par rapport à la fin 2019.

Le volume de demandeurs d'emploi inférieur à l'avant-crise

Demandeurs d'emploi en fin de mois

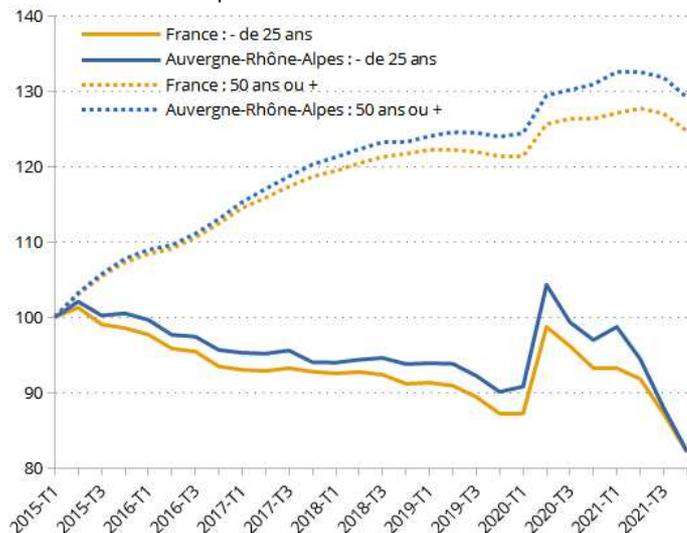


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Le volume des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans continue de reculer en fin d'année avec 74 300 inscrits, 13 400 de moins que fin 2020. Pour les demandeurs de 50 ans ou plus, le reflux est bien moins marqué, mais se renforce en fin d'année (- 2,0 % au quatrième trimestre 2021 contre - 0,6 % au trimestre précédent).

La demande d'emploi des jeunes continue sa baisse plus franchement que celle des seniors

Demandeurs d'emploi en fin de mois

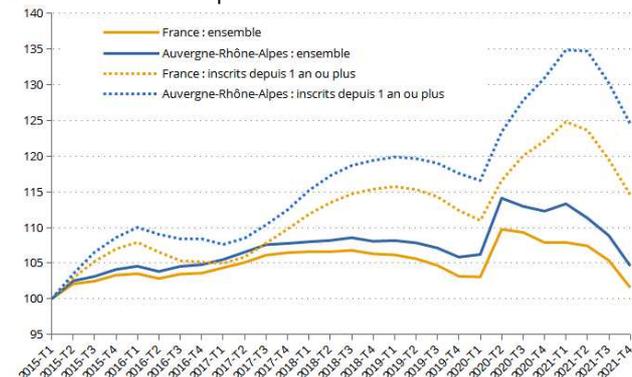


Source : Pôle emploi, DARES, STMT - demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus continue de régresser au même rythme qu'au trimestre précédent, avec - 4,4 %. Cependant, la région en compte encore 15 000 de plus qu'avant la crise pour un niveau qui dépasse légèrement 300 000.

Pour les demandeurs d'emploi de longue durée, le repli garde le rythme

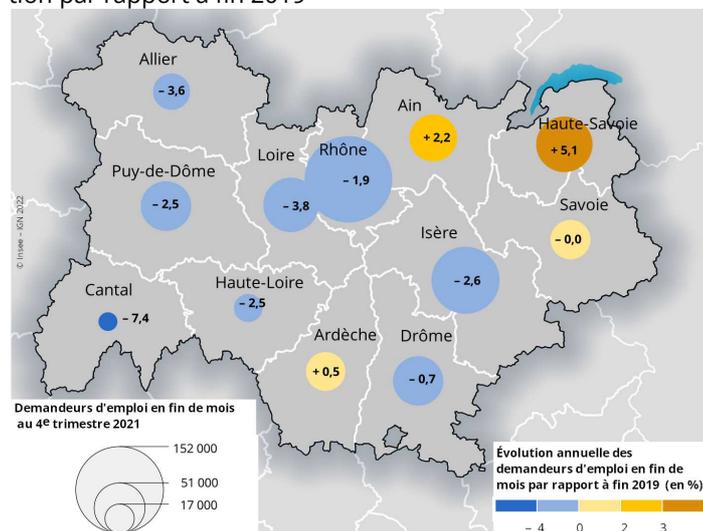
Demandeurs d'emploi en fin de mois



Source : Pôle emploi, DARES, STMT - demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

La Haute-Savoie, l'Ain et l'Ardèche ne retrouvent pas le niveau de demandeurs d'emploi d'avant-crise

Demandeurs d'emploi à la fin du 4^e trimestre 2021 et évolution par rapport à fin 2019



Source : Pôle emploi, DARES, STMT - demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO

Depuis le début de la crise sanitaire, le nombre de demandeurs d'emploi évolue très différemment selon les départements. Le volume de demandeurs d'emploi en Haute-Savoie (+ 5,1 %), dans l'Ain (+ 2,2 %) et dans l'Ardèche (+ 0,5 %) reste supérieur à celui de fin 2019. Hormis ces trois départements et la Savoie qui est stable, les autres départements comptabilisent moins de demandeurs d'emploi que fin 2019.

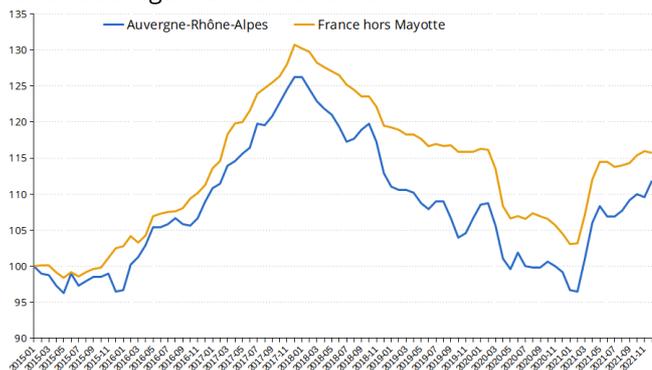
ZOOMS SECTORIELS

Construction

Au cours de l'année 2021, 53 800 logements ont été mis en chantier en Auvergne-Rhône-Alpes, un volume plus élevé que les deux années précédentes et approchant celui de 2018. Le printemps et la toute fin d'année ont été particulièrement propices à la construction de logements.

Les mises en chantier reprennent des couleurs en toute fin d'année

Nombre de logements commencés

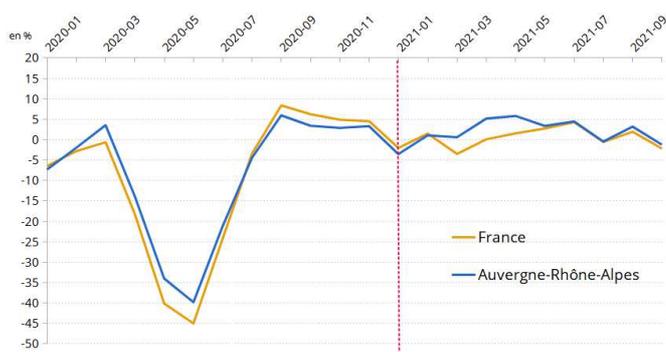


Source : SDES (cumul 12 mois en date réelle), données mensuelles consultées le 31 janvier 2022 (base 100 au 1^{er} janvier 2015)

La production de béton prêt à l'emploi, calculée sur trois mois glissants (d'août à octobre 2021), se stabilise à un niveau désormais très proche de celui de la même période de 2019 (- 0,2 %).

La production de béton prêt à l'emploi très proche de son niveau d'il y a deux ans

Évolution de la production trimestrielle de béton prêt à l'emploi



Note : cumul 3 mois - Unité : % d'évolution par rapport à la même période de 2019. La comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé. Source : UNICEM (données brutes, non CVS, non CJO) arrêtées au 31 janvier 2022, traitement CERC ARA

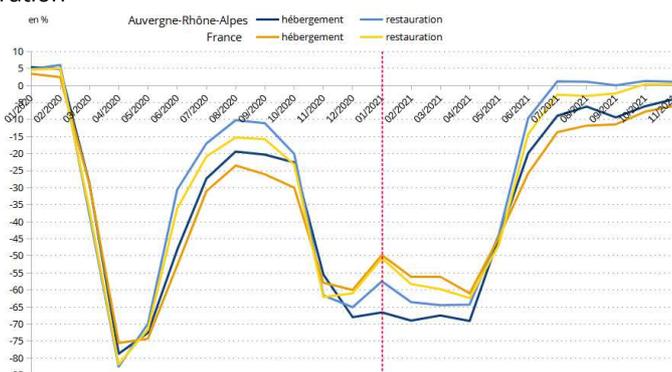
Hébergement - restauration

En novembre, le nombre d'heures rémunérées dans la restauration confirme le regain d'activité du secteur entamé depuis juillet, avec un niveau supérieur à celui de novembre 2019 (+ 1,1 %).

Le secteur de l'hébergement, au contraire, reste à la peine avec un nombre d'heures rémunérées encore 4 % inférieur, en novembre, à celui du même mois de 2019. L'écart avec l'activité de 2019 tend toutefois à se réduire au fil des mois.

L'hébergement, toujours en retrait, réduit son écart avec l'avant-crise

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur dans l'hébergement-restauration



Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé. Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles au 18 janvier 2022

En octobre, les chiffres d'affaires dans l'hôtellerie et la restauration sont toujours en deçà de leur niveau de 2019 (respectivement - 4,2 % et - 2,3 %). L'écart avec l'avant-crise est toutefois plus réduit qu'en septembre, qui avait connu une relative dégradation.

En octobre, les chiffres d'affaires se consolident dans l'hôtellerie-restauration

Évolution du chiffre d'affaires par rapport à la même période de 2019 dans l'hôtellerie et la restauration, en Auvergne-Rhône-Alpes (en %)



Champ : unités légales monorégionales pérennes de 2017 à 2020, dont l'activité principale n'a pas changé durant cette période.

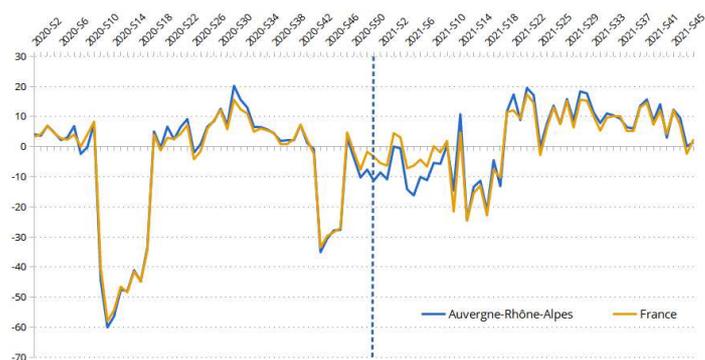
Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé. Source : DGFIP, données arrêtées au 18 janvier 2022

CONSOMMATION, CRÉDIT ET ÉPARGNE

L'évolution régionale de la consommation des ménages est estimée à l'aide des données des transactions par carte bancaire. Depuis juillet 2021, et jusqu'à début décembre, celle-ci est favorable, montrant un niveau plus élevé que les mois comparables de 2019. Cependant, cette hausse est en partie le fait de l'augmentation du taux de recours à ce moyen de paiement depuis le début de la crise sanitaire.

Fort recours à la carte bancaire depuis juillet 2021

Évolution des montants des transactions par carte bancaire CB par rapport à la même semaine de 2019 (en %)



Note : la comparaison se fait avec la même semaine de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les semaines de l'année 2020 sont comparées aux mêmes semaines de 2019 et les semaines de 2021 sont comparés aux mêmes semaines de 2019). Cette rupture est signalée par le trait pointillé vertical. Les données agrégées utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par cartes bancaires hors transactions sur Internet. Ces informations sont sujettes à certaines limites et diffèrent des données des notes de conjoncture nationales de l'Insee.

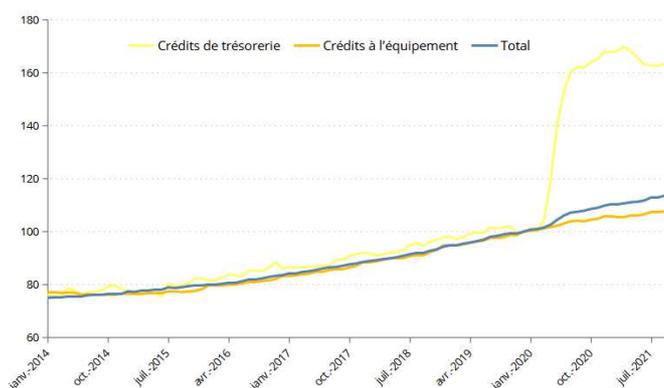
Source : cartes bancaires CB, calculs Insee, données arrêtées au 18 janvier 2022

Les encours de crédits accordés aux entreprises et aux particuliers sont constitués pour l'essentiel des crédits immobiliers, des crédits à l'équipement et des crédits de trésorerie.

Si l'encours total des crédits poursuit sa progression ininterrompue depuis quelques années, les crédits de trésorerie ont diminué d'avril à août 2021. Ce mouvement de reflux progressif semble s'interrompre en septembre et se stabilise en octobre.

Les encours de crédits de trésorerie se stabilisent

Évolution des encours de crédits accordés



Indice base 100 en décembre 2019

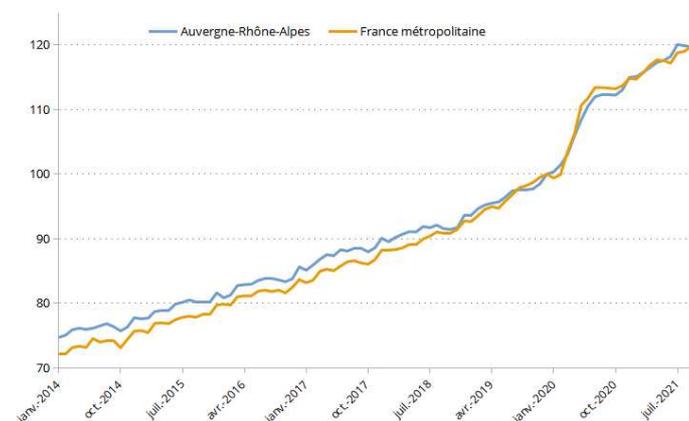
Note : données mensuelles brutes.

Source : Banque de France

Les encours de dépôts de la clientèle non financière connaissent, dans la région, une stabilisation entre août et octobre 2021, en contraste avec la hausse continue relevée depuis novembre 2020.

Les encours de dépôts régionaux cessent d'augmenter dans la région

Évolution des encours de dépôts



Indice base 100 en décembre 2019

Note : données mensuelles brutes.

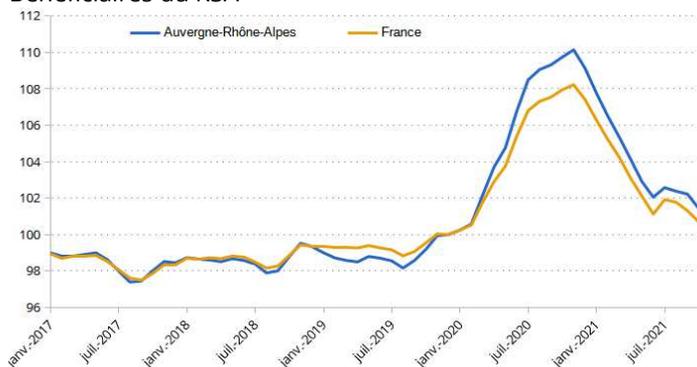
Source : Banque de France

INDICATEURS SOCIAUX

Début 2021, le nombre de bénéficiaires du RSA avait fortement diminué. Depuis juin, les évolutions sont fluctuantes, avec un nombre d'allocataires qui oscille autour des 163 000 sans qu'aucune tendance nette de hausse ou de baisse ne se dessine. Le niveau atteint fin octobre (161 640) est toujours sensiblement supérieur à celui d'il y a deux ans (157 100).

Le nombre d'allocataires du RSA atteint un pallier depuis juillet 2021

Bénéficiaires du RSA



Indice base 100 en décembre 2019

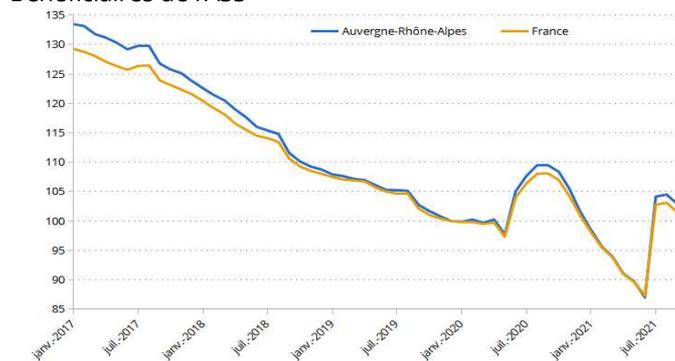
Note : données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 18 janvier 2022

Le mois de juillet marque la fin des mesures de prolongation exceptionnelle des droits à l'allocation chômage, entraînant une forte hausse du nombre d'allocataires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS). Pendant deux mois, un plateau autour de 30 000 bénéficiaires est atteint. En septembre, une légère baisse de 1,5 % est enregistrée.

Le nombre d'allocataires de l'ASS accède à un plateau depuis la fin des mesures de prolongation des droits à l'allocation chômage

Bénéficiaires de l'ASS



Indice base 100 en décembre 2019

Note : données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 18 janvier 2022